



Mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) surfaciques

France métropolitaine hors Corse

## Notice d'information du territoire

### Aires d'Alimentation des Captages (AAC) de Châteaudun et de Saint-Denis-Lanneray (CV\_28CS) Campagne 2024

Les mesures agroenvironnementales et climatiques (MAEC) constituent un des outils majeurs de l'architecture environnementale de la politique agricole commune (PAC) pour :

- Accompagner le changement de pratiques agricoles afin de répondre à des enjeux environnementaux identifiés à l'échelle des territoires ;
- Maintenir des pratiques favorables sources d'aménités environnementales là où il existe un risque de disparition ou d'évolution vers des pratiques moins vertueuses.

Les MAEC concourent ainsi pleinement à l'accompagnement des systèmes d'exploitation dans la voie de la performance économique, environnementale et sociale et dans leur projet de transition agro-écologique.

Cette notice présente l'ensemble des MAEC proposées sur les territoires des « AAC de Châteaudun et Saint-Denis Lanneray » au titre de la campagne PAC 2024. **Lisez cette notice attentivement avant de remplir votre demande d'engagement en MAEC.**

En complément, vous pouvez consulter la notice nationale d'information sur les MAEC et les aides à l'agriculture biologique pour la programmation PAC 2023-2027, disponible sous Télépac<sup>1</sup>.

Les bénéficiaires de MAEC doivent respecter, comme pour les autres aides de le PAC, les exigences de la conditionnalité présentées et expliquées dans les différentes fiches conditionnalité qui sont à votre disposition sous Télépac.

<sup>1</sup> <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

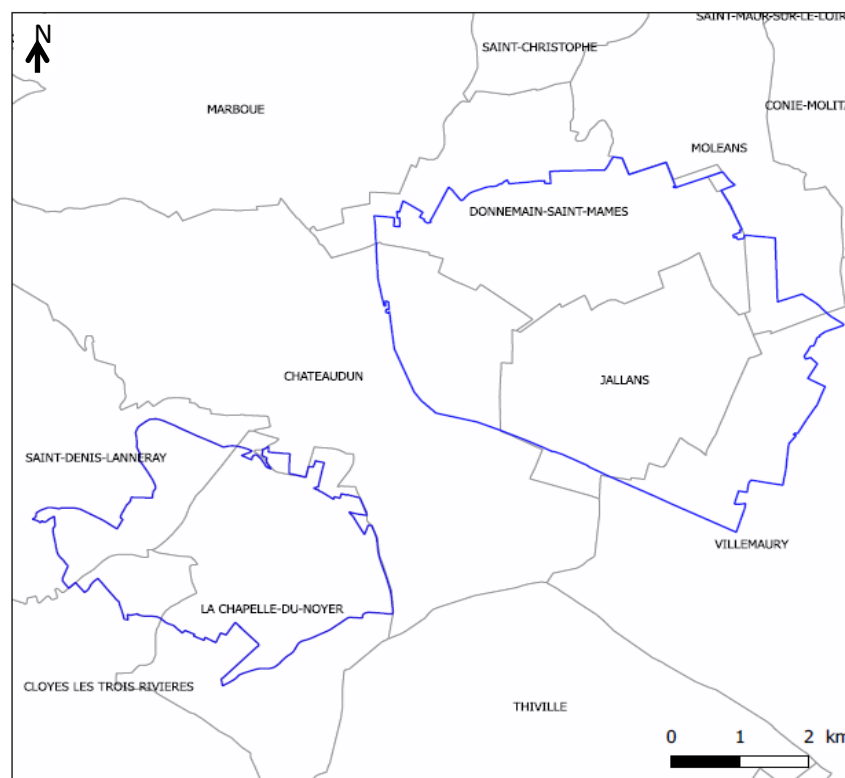
# 1 PÉRIMÈTRE DES TERRITOIRE « AAC DE CHATEAUDUN ET ST DENIS LANNERAY » ET CONDITIONS D'ACCÈS AUX MAEC

Les surfaces de chaque AAC sont détaillées dans le tableau ci-dessous (année 2020) :

	Superficie (ha)	SAU limites strictes (ha)
AAC de Châteaudun	2105	1737
AAC de Saint-Denis-Lanneray	934	632

Tous les sols des AAC étant contributeurs à la recharge de nappe d'eau souterraine, une action sur l'ensemble des AAC semble justifiée. Le périmètre du PAEC s'appuiera sur le contour des îlots PAC concernés par ces AAC.

Les communes incluses totalement ou partiellement dans les territoires sont : Châteaudun, Jallans, Donnemain-Saint-Mamès (lieu-dit Orsonville), Villemaury, Moléans, La Chapelle du Noyer, Saint-Denis-Lanneray et Cloyes-les-Trois-Rivières. La figure 1 ci-dessous présente les délimitations géographiques des deux AAC.



## AAC de Châteaudun et Saint-Denis-les-Ponts

Réalisation CA28 - AB - 28/11/2019  
BD CARTO IGN 2019 - RPG anonyme 2013

■ Périmètres d'action  
□ Communes

**Figure 1** : Délimitation des AAC de Châteaudun et Saint-Denis-Lanneray, îlots agricoles compris

Ce périmètre, comme l'ensemble des communes du département d'Eure-et-Loir, est situé en zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole sur laquelle s'applique, en sus du 7<sup>e</sup> programme d'actions national, un programme d'actions régional approuvé le 22 avril 2024, qui vise à renforcer les dispositions concernant les zones les plus à risque. L'AAC de Châteaudun est ainsi identifiée en ZAR (Zones d'Actions Renforcées). S'y appliquent les obligations de réaliser des reliquats azotés en sortie d'hiver, de couvrir les sols en période

d'interculture longue par un couvert composé d'au moins deux espèces et l'interdiction de retourner les prairies permanentes.

En ce qui concerne les mesures « systèmes », seules les exploitations dont au moins une parcelle se situe dans une des deux AAC la première année d'engagement sont éligibles.

En ce qui concerne les mesures « localisées », une parcelle est éligible à la MAEC dès lors qu'au moins une partie de la surface ou de l'élément est incluse dans le territoire la première année d'engagement.

## 2 RÉSUMÉ DU DIAGNOSTIC AGROENVIRONNEMENTAL DU TERRITOIRE

---

L'enjeu du territoire est lié à la qualité des eaux souterraines des AAC de Châteaudun et Saint-Denis-Lanneray. Pour les deux AAC, l'enjeu est centré autour de la problématique des pollutions diffuses par les produits phytosanitaires. L'enjeu nitrates est également bien réel sur l'AAC de Châteaudun, une vigilance est maintenue pour l'AAC de Saint-Denis-Lanneray.

L'ensemble des sols, quelles que soient leurs réserves utiles, sont contributeurs de l'alimentation de la nappe, avec une variabilité interannuelle en fonction de l'assolement et du contexte climatique. Cela confirme l'intérêt de proposer les MAEC sur l'ensemble des AAC de Châteaudun et Saint-Denis-Lanneray, sans sous-zonages définis.

Le projet de territoire a pour but de faire évoluer les pratiques d'utilisation des produits phytosanitaires et de gestion de l'azote au niveau agricole afin de permettre une diminution des rejets vers la ressource en eau.

Comme évoqué précédemment, une double problématique herbicide et nitrates caractérise le territoire. En raison de la loi Grenelle, la mise en place d'un plan de lutte contre ces pollutions est rendue obligatoire sur les secteurs. Une démarche de protection de l'eau, nouvellement reconduite depuis mai 2023 pour une durée de 3 ans, est portée sur les AAC de Châteaudun et de Saint-Denis-Lanneray. Cette stratégie est formalisée dans le cadre d'un Contrat Territorial cosigné entre la collectivité, l'AELB, la CA28, et les coopératives Bonneval Beauce et Perche, SCAEL et AXEREAL. Elle repose sur trois axes clés :

1. Limiter les phénomènes de lessivage des nitrates via l'implantation de couverts d'interculture ;
2. Accompagner à la reconception de système de cultures pour limiter le recours aux herbicides via l'appropriation et la combinaison de leviers agronomiques (ex : allongement des rotations, décalage date de semis, recours au désherbage mécanique ...) ;
3. Prospector pour le développement de nouvelles filières économes en intrants, en complémentarité avec le point précédent, dans l'optique de lever les freins en lien avec la diversification des assolements ;

D'autres actions sont menées par ailleurs, comme la mise en place d'une stratégie foncière sur une parcelle de 8ha, située sur le périmètre rapproché du captage de Villemore (AAC Saint-Denis-Lanneray).

Les MAEC proposées sur les AAC de Châteaudun et Saint-Denis-Lanneray s'inscrivent dans cette stratégie de préservation de la qualité de l'eau et d'encouragement au changement de pratiques plus économes en intrants. Les axes 1 et 2 du programme d'actions des AAC de Châteaudun et Saint-Denis-Lanneray évoqués plus haut pourront être menés en lien avec le déploiement sur le territoire des MAEC.

### 3 LISTE DES MAEC PROPOSÉES SUR LE TERRITOIRE

Deux types de mesures sont proposés :

- Des **mesures « systèmes »** pour lesquelles l'exploitant doit obligatoirement demander à engager au moins 90 % des surfaces éligibles à la MAEC de son exploitation ;
- Des **mesures localisées** qui peuvent être mises en œuvre sur certaines parcelles de l'exploitation et permettent de répondre à des enjeux plus spécifiques et localisés (biodiversité notamment).

Liste des MAEC proposées :

Type de couvert et/ou habitat visé	Enjeu environnemental visé <sup>2</sup>	Code de la mesure	Type de mesure (système ou localisée)	Objectifs de la mesure	Montant	Financement
Terres arables / grandes cultures	Eau	CV_28CS_FER1	Système	Agir sur le fonctionnement général du système de culture, en mettant l'accent sur la gestion raisonnée des intrants azotés (diversification de l'assolement, diminution de l'azote minéral, implanter des infrastructures agro-écologiques).	105 €/ha	80% FEARDER 20% AELB
Surfaces en herbe	Biodiversité, Eau	CV_28CS_CPRA	Localisée	Planter et maintenir des couverts herbacés pérennes sur les zones les plus vulnérables vis-à-vis du risque de transfert des nitrates vers la nappe.	358 €/ha	80% FEARDER 20% AELB

Une notice spécifique à chacune de ces mesures, incluant le cahier des charges à respecter, est jointe à cette notice d'information du territoire « Aires d'Alimentation des Captages (AAC) de Châteaudun et de Saint-Denis-Lanneray ».

<sup>2</sup> À préciser si les mesures proposées sur le territoire concernent plusieurs enjeux.

## 4 MONTANTS D'ENGAGEMENT MINIMUM ET MAXIMUM

---

L'engagement dans une ou plusieurs MAEC de ce territoire est possible uniquement dans le cas où cet engagement représente, au total, un montant annuel supérieur ou égal à 300 euros. Si ce montant minimum n'est pas respecté lors de la demande d'engagement en première année, celle-ci sera irrecevable.

Par ailleurs, le montant de l'engagement est susceptible d'être plafonné selon les modalités d'intervention des différents financeurs précisées dans la notice spécifique de chaque mesure. Si ce montant maximum est dépassé, la demande devra être modifiée.

## 5 CRITÈRES DE PRIORISATION DES DOSSIERS

---

Les critères de priorisation permettent de classer les demandes d'aide lorsque le nombre de demandeurs éligibles est supérieur aux capacités de financement. Dans ce cas, les dossiers sont engagés par ordre de priorité en fonction des critères définis.

La priorisation des engagements est la suivante :

Priorité 1 : engagements en MAEC FER1,

Priorité 2 : engagements en MAEC CPRA.

De manière générale, une exploitation dont la SAU est située à la fois en région Centre-Val de Loire et sur une région limitrophe, qui est éligible à un PAEC de la région Centre-Val de Loire et à un PAEC de la-dite région limitrophe de par la localisation d'au moins une de ses parcelles sur le territoire de ces PAEC et qui sollicite une MAEC système proposée sur ces deux PAEC, ne sera pas prioritaire pour un engagement dans cette MAEC système en région Centre-Val de Loire s'il détient plus de SAU dans le PAEC de la région limitrophe que dans le PAEC de la région Centre-Val de Loire<sup>3</sup>.

## 6 COMMENT FAIRE LA DEMANDE D'ENGAGEMENT POUR UNE NOUVELLE MAEC ?

---

Pour vous engager dans une MAEC en 2024, vous devez obligatoirement déposer une demande d'aide avant le 15 mai 2024 lors de votre déclaration PAC dans Télépac :

- En cochant la case correspondant aux MAEC 2023-2027 à l'étape « Demande d'aides » ;
- En dessinant les éléments graphiques pour lesquels une aide est demandée (éléments surfaciques, linéaires ou ponctuels) à l'étape « RPG MAEC/BIO », selon les instructions figurant dans la notice explicative de la télédéclaration des MAEC<sup>4</sup>, en précisant le code de la mesure demandée.

Quelle que soit la MAEC proposée sur ce territoire, vous devez réaliser un diagnostic agro-écologique pour pouvoir y être éligible. L'organisme habilité à réaliser ce diagnostic est la Chambre d'agriculture d'Eure-et-Loir.

Pour être recevable, ce diagnostic doit être signé du demandeur et de l'organisme habilité.

---

<sup>3</sup> Ce critère est un critère de priorisation défini au niveau régional.

<sup>4</sup> Disponible sur Telepac : <https://www.telepac.agriculture.gouv.fr>

## 7 CONTACTS

---

Pour toute information complémentaire, contacter la structure animatrice du territoire :

Animatrice agricole Chambre d'agriculture d'Eure-et-Loir :

**Juliette BANS**

Téléphone : 02.37.24.45.47 / 07.62.93.34.81

Mail : [j.bans@eure-et-loir.chambagri.fr](mailto:j.bans@eure-et-loir.chambagri.fr)